



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/51/832  
S/1997/225  
17 mars 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante et unième session  
Point 58 de l'ordre du jour  
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-deuxième année

Lettre datée du 13 mars 1997, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-jointe une lettre datée du 13 mars 1997, qui vous est adressée par S. E. M. Osman Ertuğ, Représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 58 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Hüseyin E. ÇELEM

ANNEXE

Lettre datée du 13 mars 1997, adressée au Secrétaire général  
par M. Osman Ertuğ

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la lettre datée du 6 mars 1997, que vous a adressée le Représentant chypriote grec auprès de l'Organisation des Nations Unies et qui a été distribuée le 7 mars 1997 comme document de l'ONU sous la cote A/51/820-S/1997/202.

Ladite lettre est la dernière en date d'une série de communications analogues que vous a adressées le représentant chypriote grec et auxquelles j'ai déjà répondu. Par conséquent, je m'abstiendrai d'en évoquer la teneur, qui est rejetée dans sa totalité, et m'arrêterai plutôt sur le but réel de cette frénésie épistolaire de la partie chypriote grecque, qui s'inscrit dans le cadre d'une manoeuvre délibérée visant à induire en erreur la communauté internationale au sujet de l'évolution récente de la situation à Chypre.

Le monde entier est tout à fait conscient du danger pour la paix et la stabilité de Chypre et de la région tout entière que constitue le récent achat du système moderne de missiles S-300 qu'a effectué l'administration chypriote grecque. Il est également bien connu, qu'au titre de sa "doctrine de défense commune" avec la Grèce, l'administration chypriote grecque installe actuellement dans le sud de Chypre une base aérienne et une base navale destinées à la Grèce – cet effort de militarisation ne coûtant pas moins de 2,5 millions de dollars par jour – et envisagerait d'acheter de nouveaux armements offensifs, tels que des hélicoptères d'attaque et des avions de combat.

En même temps, la partie chypriote grecque refuse de revenir à la table des négociations, en avançant la piètre excuse "qu'il n'existe pas de terrain d'entente" et en feignant d'ignorer les paramètres existants d'un règlement d'ensemble qui sont le fruit de plusieurs années de négociations.

La politique aventuriste de la partie chypriote grecque, ainsi que son refus de s'asseoir à la table des négociations, montrent bien qui sape les efforts visant à parvenir à un règlement définitif à Chypre. Au nom de mon gouvernement, je condamne cette attitude négative et hostile de la partie chypriote grecque et exhorte celle-ci à faire preuve d'une plus grande conciliation, en particulier au moment où des efforts sont en cours afin de reprendre les négociations directes.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 58 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République  
turque de Chypre-Nord

(Signé) Osman ERTUĞ

-----